

Apports internationaux

Echos de la Rencontre Internationale des Educateurs Freinet

VERS L'ECOLE DU PEUPLE ?

par Jean-Claude REGNIER

Introduction

Lisbonne a été du 16 au 30 juillet 1977 la ville d'accueil de la R.I.D.E.F. 77. R.I.D.E.F. de la nostalgie d'aucuns ont pu dire, mais aussi de l'espoir pourtant, si on prend la peine de voir les réalisations dont le 25 avril 1974 a permis l'éclosion ou la mise au grand jour.

L'objet de cet article n'est pas de parler de la R.I.D.E.F. et de ses réalisations (1), mais de révéler trois expériences dans lesquelles l'Ecole Moderne, militante de l'Ecole du Peuple pourra y reconnaître des chemins qu'elle recherche.

Il s'agit de l'école d'Ajuda (quartier de Lisbonne), de l'école de Cuba (ville du centre du Portugal) et de l'école de Ribeira Brava (Madère). Ces trois écoles ont en commun qu'elles sont un exemple vivant de ce que peut être une école du peuple. Dans ce premier volet il sera question de l'école d'Ajuda sur laquelle j'ai le plus de renseignements ; ensuite dans un second volet seront développées deux autres expériences.

Tout d'abord un peu d'histoire

En 1910, la première République portugaise fut proclamée ; la situation scolaire est particulièrement mauvaise :

- 69,7 % d'analphabètes parmi les habitants de plus de sept ans (77 % pour le sexe féminin) ;
 - Un réseau scolaire très déficitaire : 5 215 écoles dans un pays de plus de 5 millions d'habitants, ce qui ne représente qu'un tiers de ce qui est nécessaire ;
 - Un corps enseignant sous-formé et mal rémunéré ;
 - Un enseignement professionnel limité à deux instituts industriels et commerciaux et à une trentaine d'écoles ;
 - Un enseignement secondaire (lycée) limité : 8 691 élèves ;
 - Une université de tradition scolastique et médiévale avec un corps enseignant formant une vraie caste intolérante.
- (En comparaison, à l'époque, il faut regarder la Turquie et la Russie tsariste).

Face à cela, la République se lance dans une lutte pour une éducation du peuple (l'objectif premier étant l'alphabétisation). Elle définit un enseignement global : physique, intellectuel et moral. Elle fonde des écoles, recrute et forme des enseignants. La pédagogie républicaine se caractérise véritablement par son caractère progressiste (voir la correspondance entre Freinet et Alvaro de Lemos, 1927), ses principes se situent dans une pédagogie du travail et une pédagogie active en opposition avec un enseignement livresque et soi-disant humaniste ; c'est une pédagogie qui ne sépare pas arbitrairement la théorie et la pratique. Elle introduit la «co-éducation» dans l'enseignement pré-élémentaire et primaire essayant de l'étendre au secondaire. Elle laïcise l'école et donne la possibilité à un large et intense débat pédagogique entre les professeurs et les autres spécialistes.

Elle combat pour une éducation fondée sur le respect de la personnalité de l'enfant.

Mais le 28 mai 1926 par un coup d'état, les grands capitalistes et les latifundaires associés aux puissances des forces armées et à la hiérarchie de l'Eglise catholique prennent le pouvoir.

La première action fut alors de détruire les valeurs éducatives de

la République et de créer une école corporative, plongeant le Portugal dans un système fasciste, ultra-réactionnaire et ultra-répressif pendant près d'un demi-siècle.

Malgré des tentatives (par exemple depuis 1968) d'adaptation de l'école à l'évolution économique sous la pression du capitalisme international, les résultats restèrent catastrophiques : 9 500 000 habitants (1 000 000 d'immigrés), 3 000 000 d'analphabètes sur les 5 000 000 d'habitants de plus de quatorze ans !

Le 25 avril 1974 un nouvel espoir apparaît ! «*La culture, c'est la liberté du peuple*» peut-on lire. Les groupes d'alphabétisation peuvent alors travailler au grand jour. Leur pratique est fondée sur une pensée matérialiste où l'apprentissage part de l'objet, de l'outil, du vécu quotidien. Elle démythifie le pouvoir du mot, elle démystifie le mot et l'expression écrite. Elle permet une prise de conscience. On assiste à une approche partielle d'une école du peuple. Le 25 novembre 1975, le gouvernement s'oppose plus ou moins ouvertement à cette pratique et s'engage dans une autre plus officielle mais plus scolastique et très utilitariste : apprentissage formel, apprendre à lire et à écrire juste pour se «débrouiller» dans la vie.

C'est donc dans ce contexte historique très succinctement décrit que nous allons voir cette expérience.

L'école d'Ajuda Son histoire

Ajuda est un quartier de Lisbonne dont la population enfantine d'environ 5 000, ne bénéficie que de deux jardins d'enfants (90 places), 5 écoles communales surchargées et ne travaillant que le matin ou l'après-midi avec les élèves compte tenu du manque d'enseignants et surtout de locaux et d'une école privée.

Que font alors les enfants ?

Ils restent à la maison avec la mère ou les grands-parents ou chez une voisine dans le cas le plus favorable sinon ils demeurent dans une chambre ou errent dehors durant l'absence des parents.

Au début d'avril 1975 un groupe d'habitants du quartier se réunit pour soulever le problème du manque de services, dans cette zone où la garde et l'éducation de leurs enfants pourraient être assurées. Pour ces parents travailleurs, l'existence de crèches et centres d'enfants s'imposait comme une nécessité vitale.

Le 9 avril 1975, ils décident alors d'occuper une «grande maison bourgeoise» de 50 pièces, abandonnée depuis dix-sept ans et fondent une association : l'A.P.I.A. (association pour la protection de l'enfance d'Ajuda) dont l'article que voici situe bien sa position :

ARTICLE I

L'association est une organisation de personnes individuelles et de groupes dont les buts communs sont les suivants :

A. - Maintenir un service d'assistance à l'enfance à travers une crèche, une école maternelle, un jardin d'enfants et autres activités dirigées vers l'enfance d'un point de vue scolaire, en se fondant sur les principes :

1. L'école sera essentiellement l'endroit où les enfants travaillent et vivent. L'école et la vie ne doivent pas être étrangères et encore moins hostiles ; il faut qu'elles se confondent.
2. L'enfant développera au maximum sa personnalité au sein d'une communauté rationnelle qu'il sert et qui le sert.

(1) Le numéro 53 du LIEN de la Fédération Internationale des Mouvements de l'Ecole Moderne, B.P. 251, 06406 Cannes, y est consacré.

3. L'enseignement aura toujours comme contenu le domaine de la vie et non le matériel.

4. Le travail, comme fondement de l'activité scolaire, présuppose que l'école s'organise de manière à développer un effort permanent pour surpasser dans le quotidien, la contradiction entre travail intellectuel et manuel productif, aidant les enfants à se réaliser par une activité constructive.

5. Ce doit être les enfants eux-mêmes qui découvrent au travers d'une recherche active et créatrice, orientée par un esprit scientifique, les notions, les connaissances et les règles de conduites collectives.

6. L'école adaptera le matériel, les techniques manuelles et intellectuelles à utiliser, aux nécessités essentielles de l'enfant en fonction de la société à laquelle il appartient.

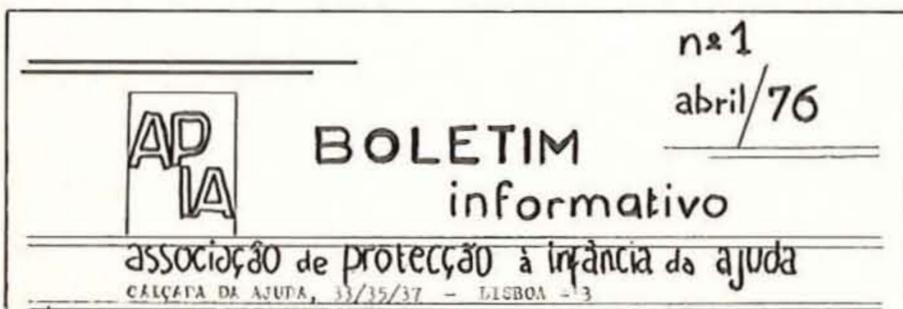
7. L'éducation se fera au travers du travail de groupe qui détermine l'utilité du travail individuel.

8. L'éducation se propose de développer chez l'enfant les capacités d'analyse et de réponse aux problèmes émergeant de la construction d'une nouvelle société.

B. - Promouvoir des activités en direction d'autres groupes comme les jeunes, les adultes, le troisième âge, etc.

ARTICLE III

L'association est régie démocratiquement et non inféodée à un parti ou à une religion.



L'association a un bulletin. On peut ici reconnaître au travers des principes de cette association les fondements d'une pédagogie active et matérialiste, tout comme dans la pédagogie de l'Ecole Moderne (pédagogie Freinet), même si un esprit makarenskiste domine parfois comme dans 7) et 8) au niveau des relations entre «individu» et «collectivité». Il ne s'agit pas pour nous d'y voir à tout prix toute notre pédagogie mais plutôt de regarder l'expérience comme une des voies possibles et proches de celles que nous cherchons.

Cet édifice appartenait à un vieillard richissime vivant actuellement dans un palais près de Sintra. On y retrouve de la cave au grenier, parmi les décombres (dus à l'état d'abandon) une correspondance très instructive avec des nazis ainsi que des photos de jeunesse hitlérienne. Cette énorme construction de trois étages au milieu d'un immense jardin offrait les conditions propices à la création d'un tel centre.

Avec l'appui d'éléments du syndicat des techniciens de la santé, un projet s'élabora en vue de transformer le centre en :

- une école maternelle,
- une crèche,
- un jardin d'enfants,
- soutien scolaire (après les classes),
- poste médical polyvalent pour enfants,
- poste de premier secours,

Il faut noter l'aide considérable apportée par la police militaire sur le plan matériel et de la sécurité (contre les attaques fascistes). Malheureusement l'appui des travailleurs fut de courte durée et celui de la police militaire cessa après le 20 novembre 1975.

Durant huit mois, un groupe composé par des élus des commissions d'habitants de quartier coordonna le travail et permit ainsi au centre de fonctionner avec 50 enfants dès juin 1975.

Quelles étaient ces commissions ? Au nombre de quatre :

— *Commission ouvrage* constituée par les travailleurs de divers secteurs qui par leur effort volontaire restaurèrent une partie de l'édifice.

— *Commission information* constituée pour la popularisation de l'initiative et la recherche de fonds.

— *Commission culture* pour organiser les loisirs des adultes et des enfants.

— *Commission enfance* en majorité constituée par des mères d'enfants du centre, elle fut par diverses initiatives à l'origine de l'organisation du plan de fonctionnement du jardin d'enfants et du soutien scolaire, et assure le fonctionnement du centre sur la base du volontariat en l'absence de ressources suffisantes.

Puis, on assiste à la création d'une *commission de parents* afin de mieux coordonner les tâches.

Hélas les carences qui continuaient à subsister, commencèrent à créer une situation difficile :

— Malgré une loi sur les occupations et avec la référence d'occupation à but social non lucratif et humanitaire, le Ministère de l'Administration Interne n'officialise pas ce centre (comme d'autres d'ailleurs) ;

— La mairie de Lisbonne fait élaborer un devis de travaux à effectuer mais se refuse à les faire (malgré un crédit voté) ;

— Le ministère des affaires sociales et ses organismes de tutelle restent sourds aux multiples démarches effectuées.

A partir de septembre 76 par l'intermédiaire d'un organisme para-étatique, le centre obtient un crédit mensuel de 25 000 escudos qui permet de payer au-dessous du salaire minimum six employés à temps complet. Ceci ajouté à la pension payée par les parents (s'ils le peuvent) ne permet pas de faire face à tous les frais.

A l'heure actuelle, en octobre 1977, la situation ne s'améliore pas avec le recul accusé par le gouvernement portugais par rapport aux espoirs du 25 avril 1974.

L'association n'est toujours pas reconnue et l'occupation non légalisée mais elle fonctionne cependant avec beaucoup de persévérance et de dignité dans la lutte avec une soixantaine d'enfants.

3 octobre 1977 : la réponse du propriétaire était attendue.

7 octobre : l'action en justice devait commencer.

Voici pour information un texte que l'A.P.I.A. m'a fait parvenir :

Suite à une demande de certificat d'officialisation de l'Association auprès de l'administration gouvernementale, en vue de faire légaliser l'occupation, le Gouvernement Civil nous signale que l'A.P.I.A., bien que ses statuts soient déposés légalement, n'est pas reconnue comme association.

Nous nous retrouvons ainsi dans l'illégalité, autant par l'occupation que par les activités de l'association.

Des démarches ont été effectuées auprès du Gouvernement Civil comme auprès de la Direction Générale d'Action Sociale qui nous renvoient de bureau en bureau, et nous n'aboutissons à rien.

De plus, une loi sur la légalisation des occupations est sortie en juillet 1977, signifiant aux occupants qu'ils avaient à prendre contact avec les propriétaires pour légaliser l'état de fait. Sinon, les propriétaires ont tous les droits. Cette loi précise que l'occupant doit se mettre en rapport avec le propriétaire pour définir un loyer à payer et pour payer les antécédents au prix actuel, c'est-à-dire deux ans de loyer à régler.

Les appels faits auprès de la propriétaire depuis l'occupation de la «crèche» sont restés sans aucune réponse ; nous ne pouvons pas nous permettre de payer plus de 1 000 escudos par mois sans payer l'antécédent.

Actuellement, nous nous trouvons devant un fait simple :

Nous voulons continuer notre expérience, nous voulons créer un «monde» où tous (enfants, adolescents, adultes, retraités) puissent prendre conscience des problèmes qu'ils affrontent (affronteront) quotidiennement. Nous voulons leur donner à tous une arme (par la prise de conscience) pour affronter la vie quotidienne.

Face à cela, la non-réponse de la propriétaire ainsi que des entités patronales nous entraînent à faire une action en justice.

Nous devons pour cela faire une campagne nationale et internationale pour pouvoir survivre financièrement et moralement.

Pour l'instant, nous avons l'appui de la F.I.M.E.M. (Fédération Internationale des Mouvements de l'Ecole Moderne), du M.E.M.P (Mouvement de l'Ecole Moderne Portugais), de l'Ecole Emancipée (tendance de la F.E.N.) ainsi que d'individualités internationales.

Mais cela ne suffit pas. Nous devons élargir l'appui (national et international) que nous avons, non seulement au point de vue pédagogique, mais aussi par rapport à l'expérience sociale que nous entreprenons.

Nous avons besoin de matériel pédagogique (cahiers, crayons...), mais aussi de pétitions pour nous soutenir dans notre action

judiciaire. Et surtout du fric pour pouvoir continuer notre expérience si nous ne sommes pas reconnus officiellement.

En aucun cas nous ne voulons transformer la « crèche » en une école parallèle, nous voulons l'intégrer au système scolaire sans compensation.

POUR UNE ECOLE DU PEUPLE PRISE EN CHARGE PAR LE PEUPLE.

Comment fonctionne le centre éducatif d'Ajuda ? Comment se réalise cette pratique pédagogique ?

Laissons parler les camarades qui y travaillent :

« Pour l'année 75-76, l'activité du centre fut maintenue par du personnel volontaire, dont la formation n'avait pas été assurée avant. Ce qui ne fut pas sans créer quelques difficultés. Ce centre fonctionne environ 12 heures par jour de 7 h 30 à 19 h, voire 20 h. Nous ne sommes pas assujettis à une méthode de travail pré-établie par des manuels de pédagogie et notre action vécue au cœur du quartier (dont nous sommes aussi des habitants) nous a conduits à avoir des rapports plus naturels avec les enfants, avec une plus grande sensibilité et réceptivité.

Nous pensons que l'expérience des hommes travaillant avec des enfants est d'une grande importance et compte tenu que la plupart des enfants passent la totalité de la journée ici hors de leur milieu social premier, nous avons opté pour une ouverture du centre vers le quartier en laissant les habitants entrer quand ils le désiraient. »

Examinons alors quelques aspects :

1. Ouverture du centre aux parents :

« Les parents peuvent venir quand ils le désirent assister aux classes, participer aux travaux des enfants et aux sorties ; pourvu qu'ils ne perturbent pas (négativement) les activités.

Cependant la participation active est difficile à cause des horaires de travail des parents. Comme nous pensons que la relation est mutuellement enrichissante, nous avons été amenés à avoir des relations personnelles avec ceux-ci :

- En groupe lors de réunions ;
- En particulier le matin ou le soir quand ils viennent au centre pour amener ou chercher leurs enfants. Là, une discussion parents-enfants-éducateurs s'établit.

Ajoutons que notre but n'est pas de maintenir une relation parents-élèves-enseignants mais de développer et d'approfondir un rapport d'éducateur à éducateur, ce qui n'est pas forcément facile (en tenant compte des conditions idéologiques).

Afin que le centre d'Ajuda ne soit pas une simple garderie mais soit effectivement un centre éducatif, il importe donc que les parents participent entièrement à la vie de l'association. Au stade actuel (qui est celui du gardiennage), il nous faut alors trouver des moyens, des catalyseurs pour que les parents s'intéressent davantage à la vie du centre et jouent leur rôle de membre responsable dans la société (ce qui n'est pas évident après cinquante ans de fascisme impitoyable).

Nous œuvrons pour que les parents avec les autres membres de l'association soient les dépositaires de la vie du centre et de son progrès. »



2. Ouverture aux habitants du quartier :

Citons des faits :

« Au milieu de l'année, un retraité est venu travailler avec les enfants : ils ont planté un potager et réalisé quelques bricolages. »

« Un atelier de menuiserie fut créé par un ancien menuisier qui a apporté ses outils : adultes et enfants y travaillent. »

« Lors des sorties, des adultes accompagnent les enfants : par exemple au cours de la :

- visite des jardins,
- visite de l'école avec laquelle celle d'Ajuda correspond,
- visite du marché où l'on s'approvisionne,
- visite des usines et petites fabriques du quartier,
- visite des artisans du coin : boulanger, etc.,
- visite de musée, etc. »

Il apparaît au cours de l'année dans le centre un groupe de « vieux » qui peu à peu sortent de chez eux, se rapprochent des enfants, travaillent avec eux, animent des ateliers dont ils ont l'expérience. Certains subissent en retour un avantageux rajeunissement qui les sort de l'isolement auquel ils étaient condamnés. Aussi assiste-t-on à un décloisonnement des tranches d'âges des plus positifs.



3. Une pratique proche de celle de la pédagogie de l'Ecole Moderne :

« Peu à peu, nous avons découvert que notre travail était proche de la pédagogie Freinet. Nous avons pris contact avec l'école Tonc qui pratique cette méthode depuis des années, nous avons ainsi eu la possibilité de nous informer et de nous former, et de mieux structurer notre travail en prenant contact avec de nouvelles techniques. Nous avons pu réaliser un stage en présence de nombreuses coopératives d'enseignement, stage d'expression plastique, de gravure, d'imprimerie, etc. »

C'est bien ce qu'il ressort : nous y trouvons nous aussi, militants de l'I.C.E.M., tous les éléments pour lesquels nous militons dans l'Ecole Moderne. Les techniques que nous développons avec les méthodes que nous prônons entrent maintenant dans le champ de l'expérience de l'école d'Ajuda.

Examinons encore de plus près :

4. Une journée de travail à l'école d'Ajuda (pour les petits) :

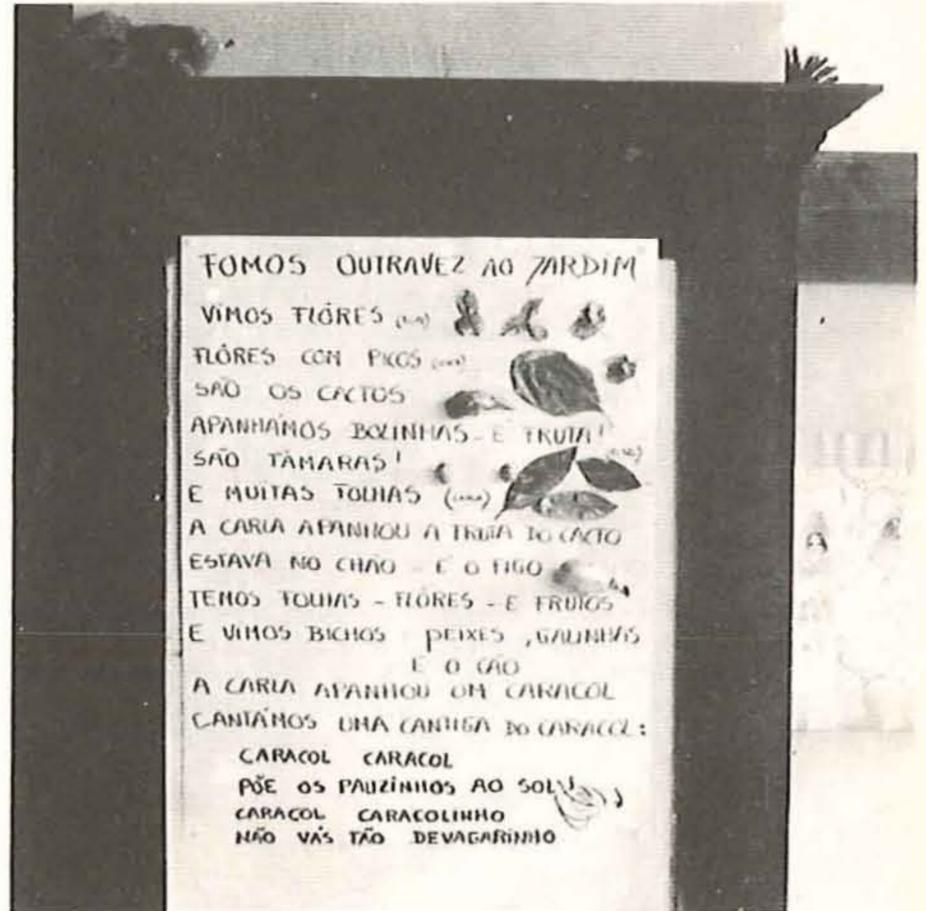


La journée commence par une réunion coopérative (enfants et éducateurs) dans laquelle tout est abordé : les nouvelles apportées par les enfants, ce qu'ils ont fait, etc. A partir de là, on prépare le plan de travail de la journée ; la salle est organisée en plusieurs «ateliers» que les enfants choisissent librement. Le plan de travail est écrit au tableau par l'éducateur. Chaque petit groupe et l'individu dans celui-ci sont responsables devant la classe du travail choisi.

Au cours de cette réunion, on choisit aussi les responsables pour le travail communautaire (nettoyage de la salle, matériel, déjeuner, argent en commun, animaux, jardinage). Les responsabilités sont prises à tour de rôle.

L'apprentissage de la lecture et de l'écriture se fait à partir du texte libre.

Les enfants apprennent ce qu'ils découvrent, voient, demandent et par rapport aux questions les plus diverses qu'ils posent (avec les escargots, les papillons attrapés dans le jardin, un travail collectif est fait). Ils racontent leurs découvertes que l'éducateur transcrit sur un tableau (papier). Ce texte est alors illustré et décoré avec les objets découverts en liaison avec l'étude faite.



L'initiation aux mathématiques est faite oralement à partir de situations concrètes et de jeux pour lesquels nous utilisons du matériel propre : feuilles, cailloux, etc. Les éléments actuellement étudiés sont :

- notions et éléments de l'ensemble,
- propriétés des éléments de l'ensemble,
- rapport entre les ensembles,
- initiation au concept de nombre.

Des ateliers de gravure, peinture, monotype, collage, fonctionnent librement.

A la demande des enfants, il est écrit ce qui pour eux est important dans la vie du groupe.

Le vendredi a lieu une grande réunion coopérative au cours de laquelle la lecture du journal est faite et où on discute les problèmes posés par le travail, les lectures, etc. La critique «je trouve bien» et «je trouve mal» permet d'extraire les règles de vie du groupe. L'analyse du plan de la semaine est faite. De nombreux thèmes de discussion apparaissent et sont débattus.

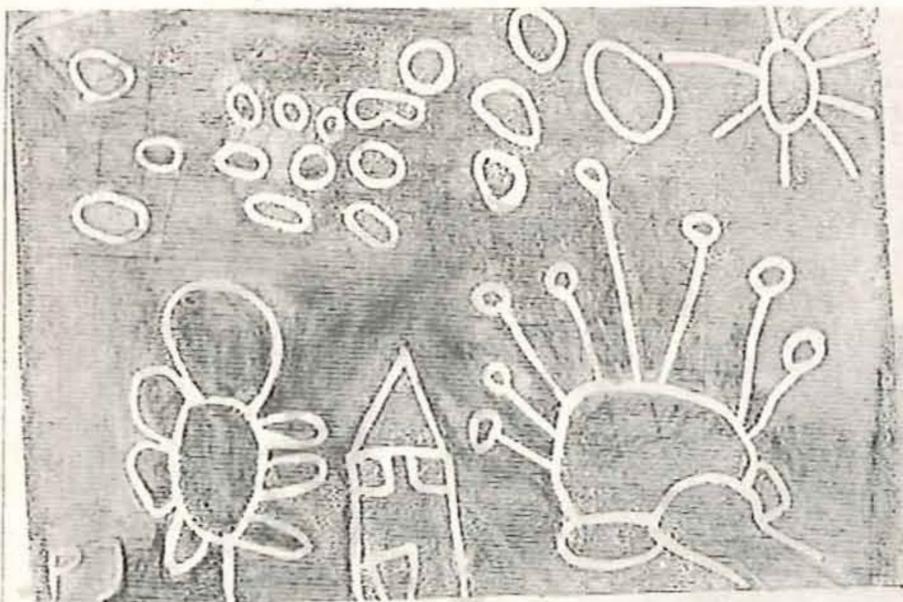
A la fin de la journée n'a-t-on pas ici la sensation d'une réalité de la coopération scolaire au sens où nous l'entendons en pédagogie de l'Ecole Moderne?... la sensation d'une réalité d'une pratique fondée sur le vécu quotidien de l'enfant, sur une pensée matérialiste partant des besoins de l'enfant, de ce qu'il est et non de ce «qu'on l'imagine» ?

De par son enracinement dans le quartier et la classe sociale à laquelle l'école s'adresse et dont elle permet l'expression de sa culture au travers des textes libres qu'elle prend en compte, n'est-elle pas dans la voie d'une école du peuple (faite par le peuple, pour le peuple) ?

C'est en tout cas ce que les participants à la R.I.D.E.F. ont admis en manifestant leur soutien par la signature, dans une très grande proportion, du texte suivant (tiré au limographe I) :

Les éducateurs de 16 nationalités réunis à Lisbonne du 17 au 30 juillet 1977 à l'occasion de la Xe Rencontre Internationale des Educateurs Freinet organisée par la Fédération Internationale des Mouvements d'Ecole Moderne ayant pris connaissance par les commissions de recherches qui ont enquêté sur place, du travail éducatif mené par l'école d'AJUDA (Association de Protection à l'Enfance d'Ajuda : A.P.I.A.) constatent que cette réalisation s'inscrit dans la voie de la pédagogie de l'Ecole Moderne (pédagogie Freinet):

- Respect des besoins et des droits de l'enfant ;
- Son épanouissement à travers les activités créatrices et les apprentissages ;
- Formation de l'esprit scientifique.



JORNAL DA
AJUDA

Les textes que les enfants disent sont polycopiés ou imprimés sur des feuilles à partir desquelles ils travaillent le texte. Enfin ils sont imprimés et illustrés pour le journal. le journal est envoyé à d'autres écoles avec lesquelles ils correspondent.

Il serait très dommageable pour le développement d'une école démocratique que cette entreprise partie de zéro soit privée des moyens nécessaires à son existence.

Une collecte a permis de récolter 6 000 escudos (plus de la moitié du salaire d'un enseignant). L'atelier «enseignement et culture» plus directement concerné par le sujet même de sa recherche a offert à l'école un abonnement à *L'Éducateur* et dix *B.T.J.*

Vers l'élaboration scientifique de la pratique pédagogique de l'école d'Ajuda

Une pédagogie qui tient compte du vécu quotidien et veut s'y adapter n'en est pas pour autant une pédagogie au jour le jour, au coup par coup.

A l'école d'Ajuda, si les conditions matérielles ont conduit à débiter ainsi, les éducateurs n'ont pas voulu pour autant en rester là et, au-delà de cette lutte quotidienne utilisant la dynamique qu'elle crée, ils essaient d'avoir une réflexion critique et une analyse de leur pratique (tâtonnante). Ils sont alors aidés en cela par les statuts de l'A.P.I.A. dans son article 45 qui prévoit l'existence d'un «conseil pédagogique».

Qu'est-ce que ce conseil pédagogique ?

Il est composé par les éducateurs du centre. Les réunions sont ouvertes aux parents. Son but est de faire réaliser les objectifs pédagogiques prévus dans l'article 1 et en résumé (de l'article 46), il est responsable de toute l'organisation pédagogique du centre (article 47). Il constitue un véritable organe de réflexion pédagogique en relation directe avec la pratique quotidienne et les problèmes socio-économiques. Là encore, la participation si souhaitée des parents est faible.

Au cours des réunions, l'équipe de l'école de Tonc apporte son aide comparant, analysant, discutant les expériences diverses. A l'heure actuelle, la réflexion est particulièrement axée sur l'apprentissage de l'écriture, de la lecture et des mathématiques.

Il est prévu, pour compléter le travail de ce conseil, dans l'avenir des réunions mensuelles avec les parents où un secrétariat composé de travailleurs et de parents établissent les ordres du jour qui concerneront tous les problèmes liés au fonctionnement du centre.

La logique de la coopération : ne pas laisser s'isoler une telle expérience

En plus des deux actions citées, des jumelages ont été mis au point entre l'école d'Ajuda et des groupes départementaux (Gard et Oise).

A tous ceux qui auront pu reconnaître au travers de cet article une voie vers une pratique pédagogique qui nous est familière (que nous espérons seulement dans des conditions matérielles plus humaines), un appel est lancé afin qu'ils contribuent à la poursuite de cette expérience «vers une école du peuple».

Comment ?

Sous forme de collecte d'argent, d'envoi de matériel pédagogique (B.T., B.T.J., imprimerie... même du vieux matériel, surtout si vous ne l'utilisez plus... envoyez-le).

Sous forme d'échange : correspondance scolaire internationale, envoyez votre journal, vos «gerbes»...

Pour toute aide et tout renseignement, écrire à :

**Christiane MOREL
école G. Gourbeu
rue du Président Allende
94250 Gentilly**

ou directement à l'école d'Ajuda :

**A.P.I.A.
Calçada da Ajuda 33, 35
Lisboa, Portugal**

En guise de conclusion

J'espère avoir contribué à rapporter une expérience qui m'a paru très riche et que nous ne pouvons ignorer tant elle est proche de nous. C'est grâce à la R.I.D.E.F. qu'il m'a été permis d'en faire la découverte, c'est encore grâce à la R.I.D.E.F. que cette expérience recevra, je l'espère, une aide, un soutien qui lui permettront de se développer, d'échanger et de se confronter avec d'autres expériences dont les nôtres.

D'autres camarades de la R.I.D.E.F. ont visité et analysé de leur côté cette expérience, je souhaite qu'à la suite de cet article ils fassent part de leur analyse, de leur vision surtout si elle est différente, dans *L'Éducateur*.

*Montceau-les-Mines
le 1er novembre 1977*